



Konjunktur und Wirtschaftspolitik (KoWiPol)

20. Oktober 2025



Programm

Begrüssung	09.00 Uhr	Sebastian Friess
Aktuelle Konjunkturlage	09.02 Uhr	Marine Gäbler
ASGS: Arbeitszeitkontrollen	09.15 Uhr	Philippe Brunner
Neues aus der Herbstsession 2025	09.45 Uhr	Daniel Bhend
Networking-Pause	30'	
Pilot Ladenöffnungszeiten Berner Altstadt	10.20 Uhr	Thomas Kräuchi
Abschluss	11.12 Uhr	Sebastian Friess



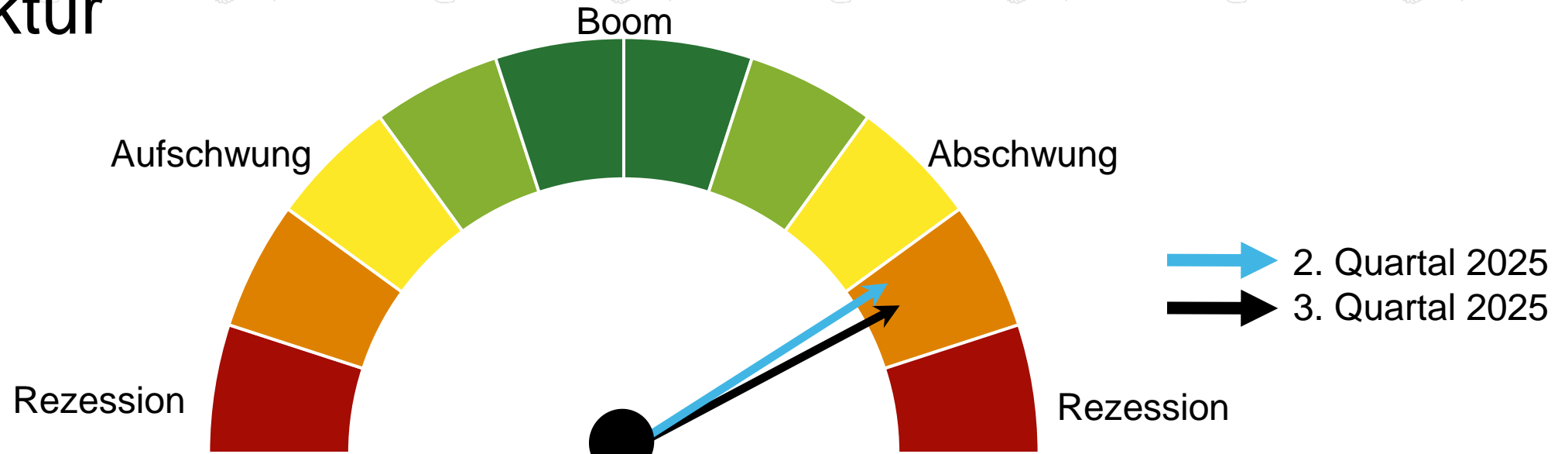
KoWiPol

Aktuelle Konjunkturlage

Marine Gäbler
Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Amt für Wirtschaft | Führungsunterstützung | Wirtschaftspolitik



Konjunktur



Positive Entwicklung

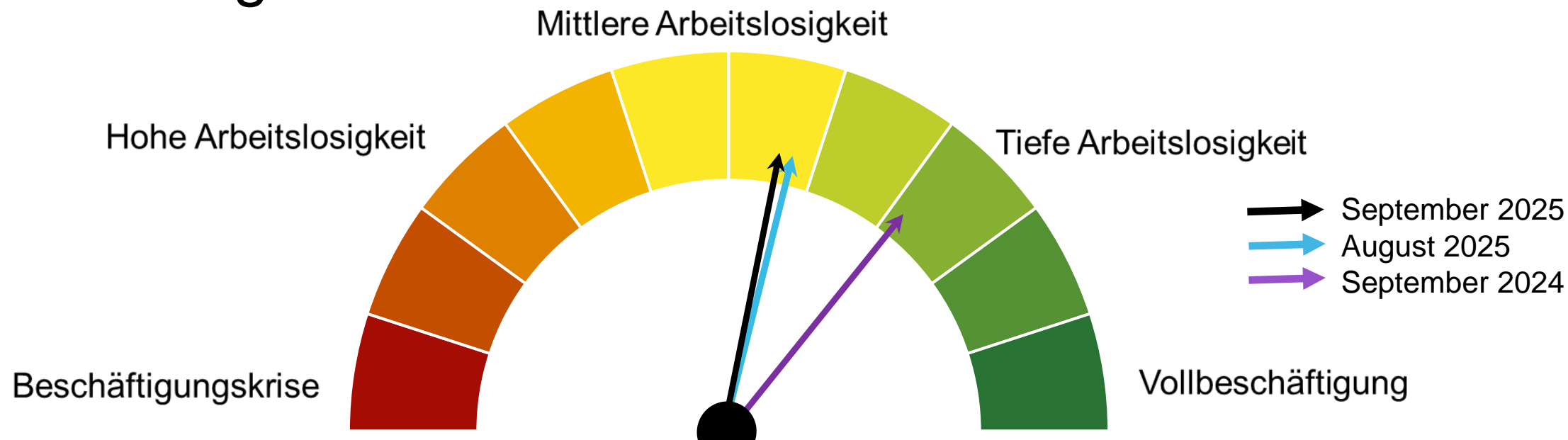
- Binnennachfrage als Wachstumsstütze
- Tiefe Inflation
- Stabiles Leitzinsniveau

Negative Entwicklung

- Rückläufige Exporte
- Aufwertung Schweizer Franken
- Internationaler Handelskrieg
- Unsicherheit bremst Investitionen



Arbeitslosigkeit



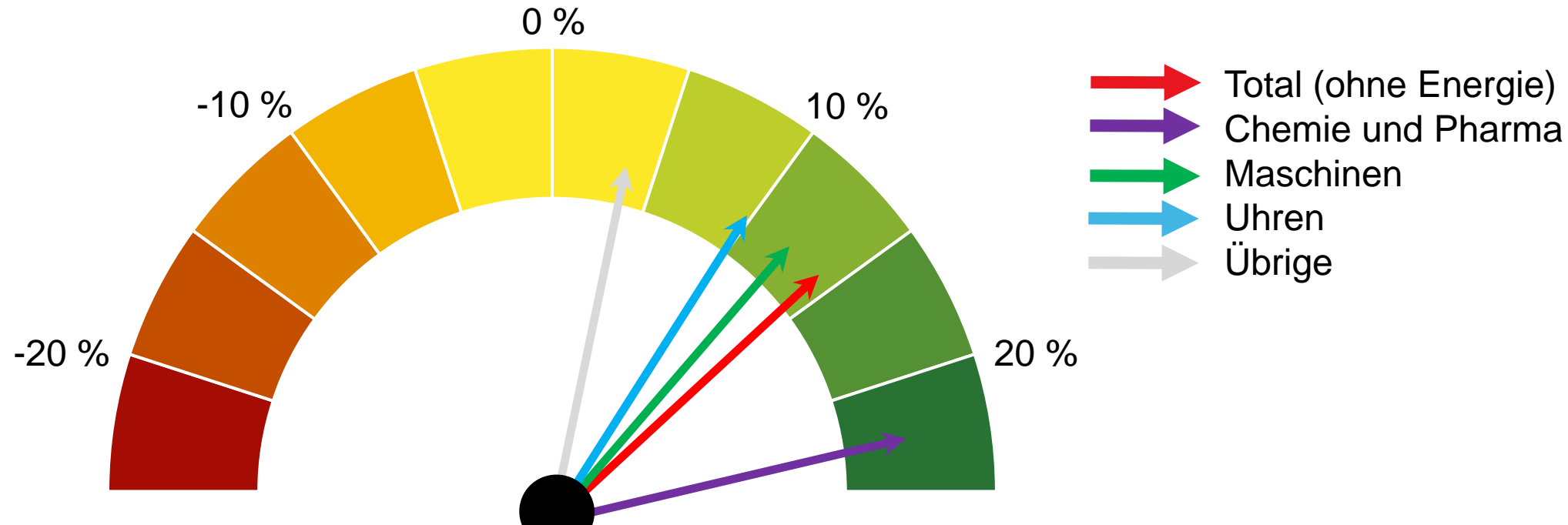
Positive Entwicklung

Negative Entwicklung

- Konjunkturbedingte Zunahme
- Arbeitskräfteknappheit



Warenexporte Q2 2025 ggü. Vorquartal



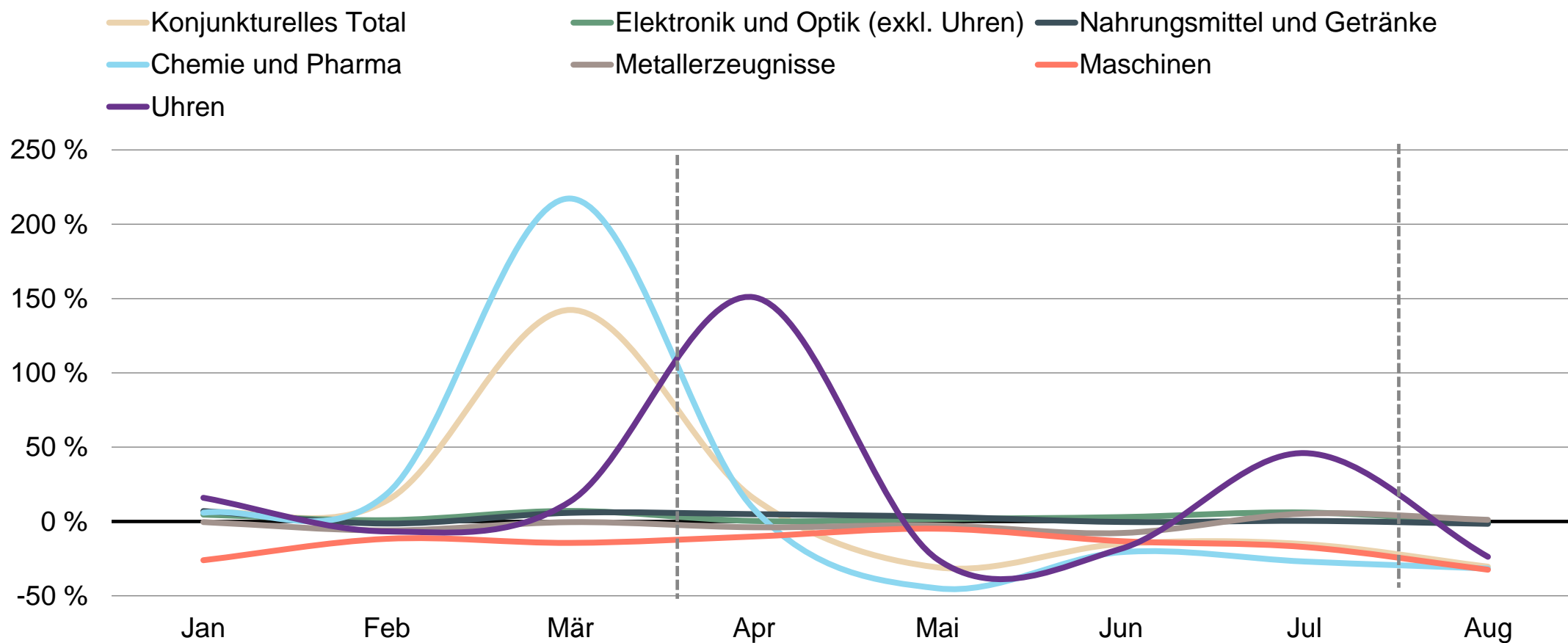
Positive Entwicklung

- Starker Zuwachs Chemie und Pharma
- Maschinen mit solidem Wachstum
- Zunahme Uhrenexporte in China

Negative Entwicklung

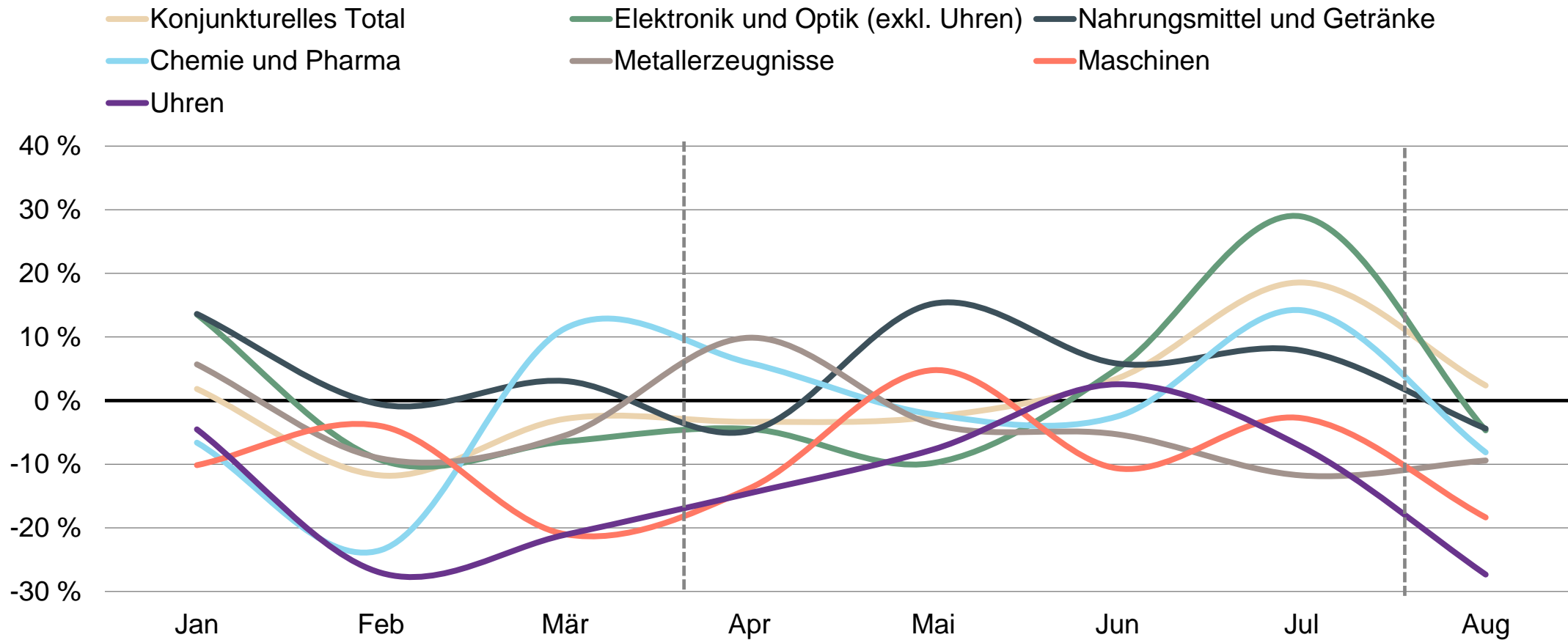


Exportentwicklung der Schweiz zum Vorjahresmonat





Exportentwicklung im Kanton Bern zum Vorjahresmonat

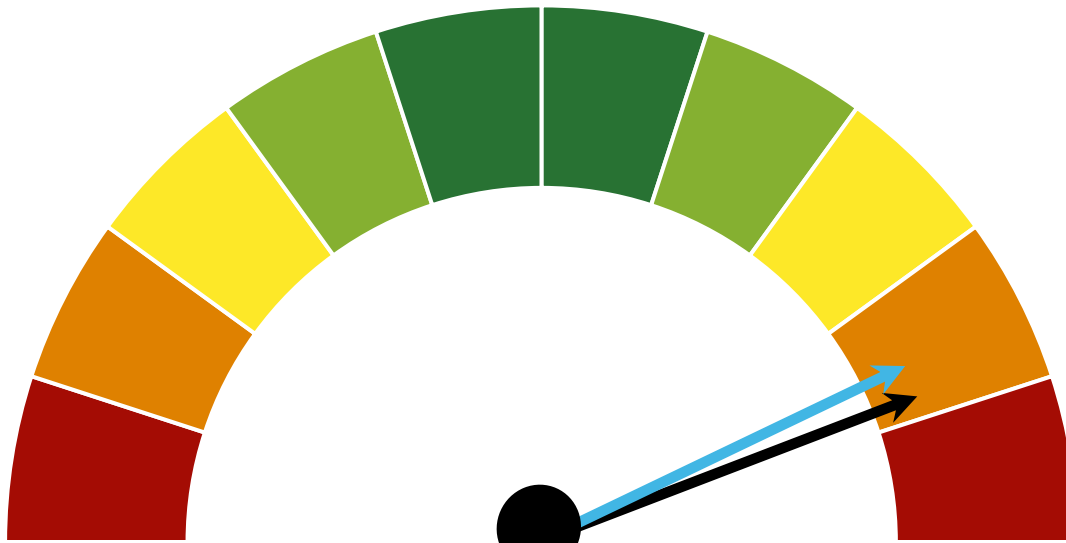




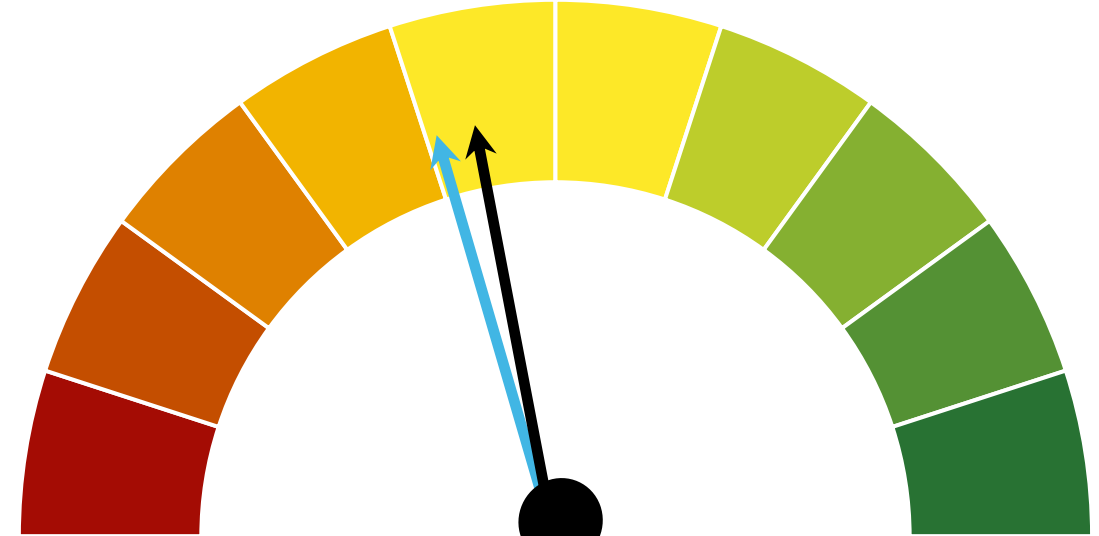
Prognose

➔ 1. Quartal 2026
➔ 2. Quartal 2026

Konjunktur



Arbeitslosigkeit



Chancen

- Entschärfung globaler Handelskonflikte

Risiken

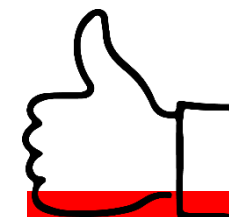
- Verschärfung des internationalen Handelskonflikts
- Aufwertung des CHF
- Ukraine-Krieg
- EU-Beziehungen: Unsicherheit über Abkommen



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft
engagiert, kompetent, verlässlich

Fragen?



Wertschätzung



ASGS / STPS: Contrôles des temps de travail et de repos



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft
engagiert, kompetent, verlässlich

1 Les bases en bref...



But des dispositions sur la durée du travail et du repos :

Protéger :

- **La santé** des travailleurs / travailleuses
- Les travailleurs / travailleuses du **surmenage**
- **La vie sociale** des travailleurs / travailleuses





Définition de la durée du travail et du repos (Art. 9 LTr ,13 OLT 1)

- Le temps pendant lequel le travailleur doit se tenir à la disposition de l'employeur.
- Si activité exercée ailleurs que le lieu de travail habituel : le surplus de temps du trajet par rapport au trajet ordinaire = Temps de travail.
- Le temps consacré à une formation (sur ordre de l'employeur ou prévue par la loi).



Semaine de travail

- **Semaine de travail = du lundi au dimanche**
- Pour chaque travailleur **elle ne peut dépasser 5 ½ jours** (sauf exceptions OLT 2, par exemple: hôtellerie-restauration, hôpitaux et cliniques, maisons et internats au maximum 7 jours de suite, obligatoirement suivis par un repos de 83 heures minimum...)
- **6 jours si accord** du travailleur et **compensation des demies journées garantie dans les 4 semaines au plus.** (1/2 jour de congé supplémentaire)



Travail supplémentaire (Art. 12 LTr)

Entreprises (h./semaine)	Travail suppl. (h./année)
45	170
50	140



Heures supplémentaires ou travail supplémentaire ?

42 h.

Heures dues
(selon le contrat de travail)
par ex. 42 h./semaine

+ 3 h. 45 h.
+ 8 h. 50 h.

Heures suppl.
art. 321c CO



Article 321c du Code des obligations

- 1 Si les circonstances exigent des heures de travail plus nombreuses que ne le prévoit le contrat ou l'usage, un contrat-type de travail ou une convention collective, le travailleur est tenu d'exécuter ce travail supplémentaire dans la mesure où il peut s'en charger et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander.
- 2 L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser les heures de travail supplémentaires par un congé d'une durée au moins égale, qui doit être accordé au cours d'une période appropriée.
- 3 L'employeur est tenu de rétribuer les heures de travail supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé en versant le salaire normal majoré d'un quart au moins, sauf clause contraire d'un accord écrit, d'un contrat-type de travail ou d'une convention collective.

Temps de travail suppl.

Art. 12, 13 LTr / Art. 25, 26 OLT 1 (140 h. ou 170 h.)

Circonstances exceptionnelles



Le travail supplémentaire peut également être effectué de nuit ou le dimanche **et excéder la durée autorisée du travail quotidien**, pour autant qu'il s'agisse d'activités temporaires, effectuées dans des cas d'urgence qui sont indépendants de la volonté des personnes concernées, et qu'aucune autre solution acceptable ne permette de parer à leurs conséquences, notamment dans les cas suivants :



- a. menace pour le produit du travail, risquant d'entraîner un dommage disproportionné ;
- b. nécessité de pratiquer des interventions dans le cadre du service de piquet en vue de la prévention ou de l'élimination de dommages ;
- c. nécessité de remettre en état des machines de travail, appareils, dispositifs de transport ou véhicules indispensables au maintien de l'exploitation et ayant subi des pannes graves ou des dommages ;
- d. nécessité de parer ou de remédier à des perturbations dans la marche de l'entreprise, directement provoquées par un cas de force majeure ;
- e. nécessité de parer ou de remédier à des perturbations dans l'approvisionnement en énergie ou en eau ainsi que dans la circulation des transports publics ou privés ;
- f. nécessité de prévenir une avarie inévitable de biens, notamment de matières premières ou de denrées alimentaires, pour autant que ne soit pas visée une augmentation de la production ;
- g. activités indispensables et impossibles à différer visant à sauvegarder la vie et la santé des personnes et des animaux et à prévenir les atteintes à l'environnement.



C'est le principe du quota:

Exemple: 100 heures effectuées sur un maximum annuel de 140 heures par année.

Si je compense 100 heures: il me reste toujours la possibilité de faire encore **40 heures** et non 140...

Lorsque ces heures sont compensées, le quota déjà utilisé reste !





Travail supplémentaire (Art. 13 LTr / 25 OLT 1)

Compensation	
<u>Principe :</u> En argent	Supplément de salaire d'au moins 25 % Exception : 13 al. 1 LTr
En temps	Principe : congé de même durée dans un délais de 14 sem.

Sauf aux employés de bureau, aux techniciens et aux autres employés, **y compris le personnel de vente des grands établissements du commerce de détail**, qu'à partir de la 61 heure supplémentaire accomplie dans l'année civile.



Travailler le jour, se reposer la nuit (Art. 10 LTr)

Jour de 06h00 à 20h00 + soir de 20h00 à 23h00

Espace de 17 h.
non soumis à autorisation

← Max. 14 heures de travail inclus pause
et temps de travail supplémentaire →

Période de nuit de 23h00 à 06h00
soumise à autorisation, sauf exceptions OLT 2

Période du dimanche de samedi 23h00 à dimanche 23h00
soumise à autorisation, sauf exceptions OLT 2





Travailler la nuit (Art. 17b, al.1, LTr et art. 31, al.1, OLT 1)

- ❖ Pour le travail de nuit **temporaire: soit jusqu'à 24 nuits par année**
 - **25 %** de supplément de salaire

- ❖ Pour le travail de nuit **régulier ou périodique: dès 25 nuits par année**
 - Supplément en temps de **10 %** repos compensatoire (délai 1 année)



Travailler le dimanche (Art. 19, al.3 LTr et art.21, al. 3 OLT 1)

Le travail **dominical temporaire jusqu'à 6 dimanches** est autorisé en cas de besoin urgent dûment établi. L'employeur accorde une **majoration de salaire de 50 %** au travailleur.

- ❖ Octroi d'un jour de repos compensatoire.

Si plus de 6 dimanches (Régulier) par employé sont travaillés : **uniquement le repos de substitution**

- ❖ Le travail dominical régulier ou périodique est autorisé lorsque des raisons techniques ou économiques le rendent indispensable (SECO).
- ❖ Le travailleur ne peut être affecté au travail dominical sans son consentement.



Le travail du dimanche ne peut être autorisé que lorsque toutes les possibilités qu'offre la semaine civile sont réellement épuisées... (06h00 – 23h00 ou travail de nuit)

Il est de ce fait inadmissible de faire exécuter une tâche le dimanche pour libérer le samedi...



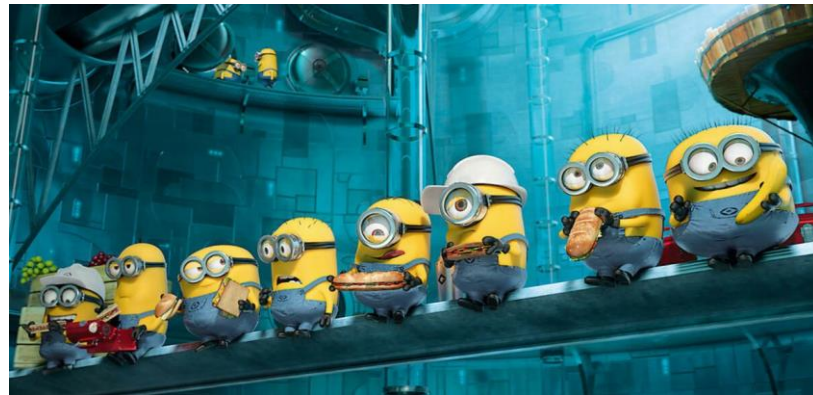


Pauses Art. 15 LTr

1 Le travail sera interrompu par des pauses d'au moins:

- un quart d'heure, si la journée de travail dure plus de 5 ½ heure;*
- une demi-heure, si la journée de travail dure plus de 7 heures;*
- une heure, si la journée de travail dure plus de 9 heures.*

2 Les pauses comptent comme travail lorsque le travailleur n'est pas autorisé à quitter sa place de travail.





Art. 18 OLT 1

- 1 Les pauses peuvent être fixées uniformément ou différemment pour les travailleurs ou groupes de travailleurs.
- 2 Les pauses interrompent le travail en son milieu. Une tranche de travail excédant 5 heures et demie avant ou après une pause principale donne droit à une pause supplémentaire, conformément à l'art. 15 de la loi...
- 3 Les pauses de plus d'une demi-heure peuvent être fractionnées.
- 4 En cas d'horaire variable tel que l'horaire de travail mobile, la durée des pauses est déterminée sur la base de la durée moyenne du travail quotidien.
- 5 Est réputé place de travail, au sens de l'art. 15, al. 2, de la loi, tout endroit où le travailleur doit se tenir pour effectuer le travail qui lui est confié, que ce soit dans l'entreprise ou en dehors.

Pour les contrôles, une pause qui n'est pas enregistrée / documentée, n'existe pas...



Dispositions concernant la DTR (Durée du temps de travail)

En principe, la LTr est applicable à toutes les entreprises privées et publiques ainsi qu'aux travailleurs qui y sont occupés. Il existe toutefois un certain nombre d'exceptions citées aux articles 2 et 3 de la LTr (exceptions quant aux entreprises et aux personnes).

En cas de doute sur l'applicabilité de la loi à une entreprise ou à certains travailleurs qui y sont occupés, l'autorité cantonale statue (art. 41 LTr). Les principales dispositions en matière de DTR se trouvent dans les textes légaux suivants :

- LTr Loi sur le travail
- OLT 1 Ordonnance 1 relative à la loi sur le travail
- OLT 2 Ordonnance 2 relative à la loi sur le travail
- OLT 5 Ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs et
Ordonnance du DEFR concernant les dérogations à l'interdiction du travail de nuit et du dimanche pendant la formation professionnelle initiale.



Exceptions quant aux entreprises (Art. 2 LTr)

1 La loi ne s'applique pas, sous réserve de l'art. 3a :

- a. aux administrations fédérales, cantonales et communales, sous réserve de l'al. 2 ci-après ;*
- b. aux entreprises soumises à la législation fédérale sur le travail dans les entreprises de transports publics ;*
- c. aux entreprises soumises à la législation fédérale sur la navigation maritime sous pavillon suisse ;*
- d. aux entreprises agricoles ni aux services accessoires qui ont pour activité prépondérante de traiter ou d'utiliser les produits de l'exploitation principale, ni aux offices locaux collecteurs de lait, ni aux entreprises qui y sont rattachées et travaillent le lait ;*
- e. aux entreprises se livrant surtout à la production horticole de plantes, sous réserve de l'al. 3 ci après ;*
- f. à la pêche ;*
- g. aux ménages privés*



Exceptions quant aux personnes Art. 3 LTr

La loi, sous réserve de l'art. 3a, ne s'applique pas non plus :

- a. *aux ecclésiastiques et autres personnes qui sont au service d'une église, ni aux membres des maisons professes, des maisons mères ou d'autres communautés religieuses ;*
- b. *au personnel domicilié en Suisse de l'administration publique d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale ;*
- c. *aux équipages des entreprises suisses de transport aérien ;*
- d. *aux travailleurs qui exercent une **fonction dirigeante élevée**, une activité artistique indépendante ou une activité scientifique ;*
- e. *aux enseignants des écoles privées, ni aux enseignants, **assistants sociaux, éducateurs et surveillants** occupés dans des établissements ;*
- f. *aux travailleurs à domicile ;*
- g. *aux voyageurs de commerce selon la législation fédérale ;*
- h. *aux travailleurs soumis à l'accord du 21 mai 1954 concernant les conditions de travail des bateliers rhénans*



Sur quelle base légale renonce-t-on à l'enregistrement du temps de travail ?

Fonction dirigeante élevée Art. 3, let, d, LTr / Art. 9 OLT 1 (Non soumis à la LTr)

Exerce une fonction dirigeante élevée quiconque dispose, de par sa position et sa responsabilité et eu égard à la taille de l'entreprise, d'un pouvoir de décision important, ou est en mesure d'influencer fortement des décisions de portée majeure concernant notamment la structure, la marche des affaires et le développement d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise... (En principe sont inscrits dans le registre du commerce)



Renonciation à l'enregistrement de la durée du travail Art. 73a OLT 1 (Soumis à la LTr)

- Les partenaires sociaux peuvent, dans une convention collective de travail (CCT- GAV) et si les travailleurs concernés :
- disposent d'une grande autonomie dans leur travail et peuvent dans la majorité des cas fixer eux-mêmes leurs horaires de travail;
- touchent un salaire annuel brut dépassant 120'000 francs (bonus compris) ou la part correspondante en cas de travail à temps partiel, et
- ont convenu individuellement par écrit de renoncer à l'enregistrement des heures du travail.

❖ Dispensé uniquement si les 4 points ci-dessus sont remplis !



Dispositions sur la protection de la santé

En revanche, les dispositions de la présente loi relatives à la protection de la santé (art. 6, 35 et 36a) s'appliquent aussi :

- a. à l'administration fédérale ainsi qu'aux administrations cantonales et communales ;*
- b. aux travailleurs qui exercent une fonction dirigeante élevée, une activité artistique indépendante ou une activité scientifique ;*
- c. aux enseignants des écoles privées, de même qu'aux enseignants, assistants sociaux, éducateurs et surveillants occupés dans des établissements.*



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft
engagiert, kompetent, verlässlich

2 Contrôles DTR

Eléments justifiant un contrôle

- ❖ L'ICT effectue ses contrôles DTR par échantillonnage de manière proactive et sur dénonciation (art. 54 LTr), ainsi que conformément aux campagnes ou actions prioritaires cantonales et/ou fédérales. Toutes les dénonciations doivent faire l'objet d'un examen (syndicats, travailleurs, tierces personnes, etc., y compris les annonces anonymes) ; les mesures y relatives relèvent de la compétence de l'ICT.
- ❖ Un contrôle DTR peut également être déclenché lors d'un contrôle du système MSST (contrôle commun avec un inspecteur du travail)
- ❖ Lors de la vérification d'un permis concernant la durée du travail (SECO, ICT)





Eléments à vérifier avant l'annonce du contrôle

Lors d'un contrôle DTR, l'ICT vérifie premièrement si l'entreprise et/ou ses collaborateurs sont soumis à la LTr, et, lorsque c'est le cas, si elle bénéficie d'une dérogation en vertu de l'OLT 2 ou si elle possède un permis (cantonal ou fédéral).

Il y a lieu également de considérer d'autres points tels que :

- ❖ Y a-t-il déjà eu un contrôle DTR ? Est-ce nécessaire ?
- ❖ Faut-il consulter d'autres organes d'exécution ? (SECO, SUVA, ICT d'autres cantons, etc.)



Annnonce d'un contrôle DTR

Généralement, les contrôles dans une entreprise sont annoncés, hormis si le contrôle fait suite à une dénonciation nécessitant un contrôle inopiné. Dans la mesure où un contrôle est annoncé, il convient d'indiquer les éléments suivants :

- date, heure et durée du contrôle;
- personnes devant participer au contrôle (responsable de l'entreprise et/ou personne en charge de la DTR en entreprise, etc.)
- Indication des bases légales (cf. art. 9, 73 à 73b OLT 1)
 - ✓ registres
 - ✓ règlements (règlement du personnel ou du temps de travail)
 - ✓ organigramme(s)
 - ✓ liste du personnel (taux d'occupation et fonction des collaborateurs)
 - ✓ enregistrements du temps de travail
- ❖ **Mentionner le droit de participation des travailleurs de l'entreprise (art. 48 LTr)**



Conditions cadres pour les contrôles DTR selon le SECO

Pourcentage minimum de travailleurs à contrôler selon la taille de l'entreprise ou de la partie d'entreprise

- | | |
|---|-------|
| ▪ Entreprise ou partie d'entreprise jusqu'à 10 travailleurs | 100% |
| ▪ Entreprise ou partie d'entreprise jusqu'à 50 travailleurs | 20% |
| ▪ Entreprise ou partie d'entreprise jusqu'à 100 travailleurs | 5% |
| ▪ Entreprise ou partie d'entreprise avec plus de 100 travailleurs | 5-10% |



Les valeurs indiquées sont des recommandations et à adapter en fonction de la situation, de la période de contrôle, du but du contrôle, de la structure de l'entreprise, etc.



Période de contrôle

Les contrôles DTR couvrent au **minimum une période de 3 mois.**

Certains contrôles spécifiques doivent être effectués sur une période d'une année calendaire, concernant par exemple:

- Le nombre minimal de dimanches de congés par année (Par exemple les Maisons et internats art. 16 OLT 2 (12 dimanches minimum par année))
- Autorisations du SECO (Par exemple - Centrale de commande pour le béton)

Thèmes qui doivent systématiquement être contrôlés

- Durée maximale de la semaine de travail **45** ou **50** heures
- Durée maximale quotidienne de travail **14** heures
- Durée du travail + **temps d'habillage** (art. 13 OLT 1)
- Pausas (art. 15 LTr)
- Temps de repos - Repos quotidien
- Travail de nuit (23:00 - 06:00)
- Travail du dimanche (Du samedi 23:00 au dimanche 23:00)
- Service de piquet selon aide-mémoire du SECO (art. 14 ss OLT 1)
- Dispositions spéciales visant certaines catégories de travailleurs, **Jeunes travailleurs** (art. 29 à 32 LTr) **Femmes enceintes et mères qui allaitent** (art. 35 à 35b LTr)
- En outre, il y a lieu de tenir compte des contraintes contenues dans les permis concernant la durée du travail (Permis du SECO ou de l'ICT)





Contrôle du respect du droit à l'examen médical et aux conseils

Si l'entreprise emploie des travailleurs ayant droit à l'examen médical et aux conseils prévus à l'art. 44 OLT 1, il convient de contrôler que les travailleurs aient été informés de ce droit et que l'examen et les conseils ont bel et bien eu lieu s'ils en ont fait la demande.

Contrôle de l'examen médical et des conseils obligatoires

Si l'entreprise emploie des travailleurs soumis à l'obligation de passer un examen médical et de recevoir des conseils conformément à l'art. 45 OLT 1, il convient de contrôler que l'examen et les conseils ont bel et bien eu lieu. Si les spécialistes de la durée du travail ne disposent pas des qualifications nécessaires pour évaluer les dispositions techniques relatives à l'examen médical obligatoire et aux conseils (art. 45, al. 1 OLT 1), ils doivent pouvoir consulter ou s'entretenir avec un spécialiste MSST.



Outils de travail

Afin de réaliser leurs tâches, les ICT utilisent les outils fournis par le SECO, comme le formulaire CodE pour le contrôle DTR ou les listes de contrôle du SECO concernant la durée du travail.

Alternativement, si les ICT possèdent leurs propres outils et que ceux-ci permettent également de procéder à un contrôle DTR adéquat, elles peuvent les utiliser. L'outil cantonal doit intégrer au minimum les thèmes cités précédemment.

(Checklist du canton de Berne, en français et en allemand)





Rapport

En cas de contrôle en commun avec un inspecteur du travail, le spécialiste du temps de travail établi un protocole de contrôle spécifique séparé.

Toutes les observations pertinentes et les mesures correspondantes, ainsi que le(s) délai(s) pour leur mise en œuvre doivent être consignés dans un protocole de contrôle et transmise à l'entreprise (cf. art. 51 al. 1 LTr)

Il va de soit que le délai accordé doit être adapté à la situation rencontrée.



Mesures

Si l'entreprise confirme l'application des mesures dans les délais, l'ICT clôt le contrôle.

L'ICT peut en tout temps décider de la nécessité d'effectuer un contrôle ultérieur destiné à vérifier la bonne mise en place des mesures.

Sans confirmation de l'application des mesures, l'ICT doit entamer d'autres démarches selon la pratique cantonale (rappel, contrôle ultérieur, prolongation du délai, ouverture de la procédure, etc...)





3 Exemples pratiques

- Hôtellerie et restauration
- Maisons et internats (Homes)
- Cliniques et hôpitaux
- Centrale à béton

C'est un travail qui demande beaucoup de temps, notamment en raison des nombreux documents à contrôler et de la complexité de certains protocoles à rédiger...



Hôtellerie-restauration (service)

- 04.02.2023 Total Arbeitszeit 10:25 Stunden / **Keine Pause erfasst.**
- 10.02.2023 Total Arbeitszeit 13:00 Stunden / Pause **30 Minuten.**
- 11.01.2023 Total Arbeitszeit 12:50 Stunden / Pause **15 Minuten.**
- 25.05.2023 bis 02.06.2023 wurde 9 Tagen am Stück gearbeitet. Von den 9 aufeinanderfolgenden Arbeitstagen wurde die tägliche Höchstarbeitszeit von 9 Stunden an 6 Tagen überschritten.





Hôtellerie – restauration (chef de cuisine)

01.09.2023 Total Arbeitszeit **17:00** Stunden / 60 Minuten Pause.

05.09.2023 Total Arbeitszeit **15:15** Stunden / 30 Minuten Pause.

25.09.2023 Total Arbeitszeit **15:30** Stunden / 60 Minuten Pause.

08.10.2023 Total Arbeitszeit **15:40** Stunden / 60 Minuten Pause.

29.12.2023 Total Arbeitszeit **15:00** Stunden / 60 Minuten Pause.

31.12.2023 Total Arbeitszeit **16:00** Stunden / 60 Minuten Pause.

04.10.2023 bis 08.10.2021, total Arbeitszeit **58 Stunden / Woche.**





Hôtellerie-restauration (Chef de cuisine)

- Von 28.09.2023 bis 08.10.2023 / **11 Tage** hintereinander wurde gearbeitet.
- Von den 11 aufeinanderfolgenden Arbeitstagen wurde die tägliche Höchstarbeitszeit von 9 Stunden an 9 Tagen überschritten.
- ❖ Den Arbeitnehmenden muss unmittelbar im Anschluss an den 7. Tag mindestens 83 aufeinander folgende Stunden Ruhezeit gewährt werden.
- ❖ Die wöchentliche Höchstarbeitszeit von 50 Stunden muss im Durchschnitt von zwei Wochen eingehalten werden.
- ❖ Die tägliche Arbeitszeit im Zeitraum der Tages- und Abendarbeit darf nicht mehr als 9 Stunden betragen.



Maisons et internats (Homes) et hôpitaux

Pauses

- 07.05.2025, temps de travail total 10:30 heures, pause de **30 minutes**, manque **pause supplémentaire** pour la période de 06:00 à 12:30 (6:30)
- 29.05.2025, temps de travail total 10:00 heures, **aucune pause saisie**.

Article 15 LTr, le travail sera interrompu par des pauses d'au moins:

- un quart d'heure, si la journée de travail dure plus de 5h30;
- une demi-heure, si la journée de travail dure plus de 7 heures;
- une heure, si la journée de travail dure plus de 9 heures.





Durée du travail de nuit

- Veilles de 20:00 à 07:00, temps de travail total **11:00 heures (aucune pause saisie)**
- Veilles de 20:00 à 07:15, temps de travail total **11:15 heures (aucune pause saisie)**

Le travail de nuit peut s'inscrire dans un intervalle de 12 heures s'il est suivi d'une période de repos de douze heures au minimum, qu'un endroit pour s'allonger est à disposition et pour autant:

- a) que la durée du travail soit de 10 heures au maximum (inclus 1 heure de pause soit **9 heures de travail effectif**) et qu'elle soit en grande partie composée de temps de présence.
- b) que la durée du travail soit de **8 heures au maximum**, l'intégralité des 12 heures compte alors comme temps de travail. Le travailleur doit par conséquent pouvoir se reposer sur place pendant **un minimum de 4 heures**. (Pas possible avec 1 veilleur / veilleuse sur le site)



Service de piquet

Un service de piquet planifié annuellement est effectué par 4 collaborateurs.

- janvier 2022 **14** piquets.
 - février 2022 **13** piquets.
 - juin 2022 **13** piquets.
-
- ❖ Le nombre maximal de 7 services de piquet sur une période de 4 semaines est souvent dépassé.
 - ❖ Après le dernier service de piquet, la période de 2 semaines sans service de piquet n'est pas toujours respectée.





Cliniques et hôpitaux

Wöchentliche Höchstarbeitszeit (Orthopädie/ Pflege)

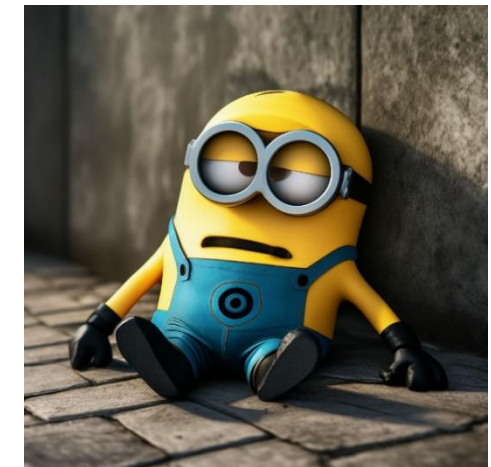
- 11.03.2024 bis 15.03.2024, total Arbeitszeit **67:15** Stunden.
- 18.03.2024 bis 22.03.2024, total Arbeitszeit **64:10** Stunden.

❖ Die wöchentliche Höchstarbeitszeit beträgt 50 Stunden.

Tägliche Höchstarbeitszeit (médecins assistants)

- 06.04.2024: Total Arbeitszeit **18:15** Stunden.
- 07.04.2024: Total Arbeitszeit **15:45** Stunden.
- 20.05.2024: Temps de travail total **17:15** heures.

❖ Die Tages- und Abendarbeit des einzelnen Arbeitnehmers muss mit Einschluss der Pausen und der Überzeit innerhalb von 14 Stunden liegen.





Cliniques et hôpitaux

Tägliche Höchstarbeitszeit (médecins assistants)

- 06.04.2024: Total Arbeitszeit **18:15** Stunden.
- 07.04.2024: Total Arbeitszeit **15:45** Stunden.
- 20.05.2024: Temps de travail total **17:15** heures.



- ❖ Die Tages- und Abendarbeit des einzelnen Arbeitnehmers muss mit Einschluss der Pausen und der Überzeit innerhalb von 14 Stunden liegen.



Arbeitswoche / Verlängerung der Arbeitswoche (Pflege)

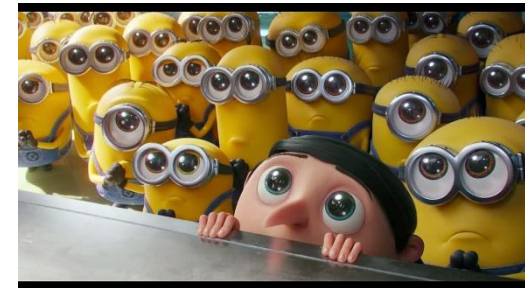
- 15.04.2024 bis 26.04.2024, total **12** aufeinanderfolgenden Arbeitstagen.
- Die tägliche Arbeitszeit betrug im Durchschnitt mehr als **10** Stunden.
- Vom 15.04.2024 bis 21.04.2024: Total Arbeitszeit **67:45** Stunden.
- Vom 22.04.2024 bis 26.04.2024: Total Arbeitszeit **51:45** Stunden. (Durchschnitt 2 Wochen über **59** Stunden)
- ❖ Den Arbeitnehmenden muss unmittelbar im Anschluss an den 7. Tag mindestens 83 aufeinander folgende Stunden Ruhezeit gewährt werden. (11 St. Ruhezeit + 3 Tagen Frei)
- ❖ Die wöchentliche Höchstarbeitszeit von 50 Stunden muss im Durchschnitt von zwei Wochen eingehalten werden.
- ❖ Die tägliche Arbeitszeit im Zeitraum der Tages-und Abendarbeit darf nicht mehr als 9 Stunden betragen.
- ❖ Werden diese Voraussetzungen **nicht gesamthaft erfüllt**, ist eine Beschäftigung an 7 Tagen nicht zu lässig.



Jugendliche Arbeitnehmer (Küche-Spital)

Die tägliche Arbeitszeit der Jugendlichen darf diejenige der andern im Betriebe beschäftigten Arbeitnehmer und, falls keine anderen Arbeitnehmer vorhanden sind, die ortsübliche Arbeitszeit nicht überschreiten und **nicht mehr als 9 Stunden betragen**.

- 14.03.2024 Total Arbeitszeit **9:54** Stunden.
- 11.04.2024 Total Arbeitszeit **9:46** Stunden.
- 02.05.2024 Total Arbeitszeit **9:36** Stunden.
- 23.05.2024 Total Arbeitszeit **9:30** Stunden.



- ❖ Die tägliche Höchstarbeitszeit von 9.00 Stunden für jugendliche Arbeitnehmer muss zwingend eingehalten werden.



Tägliche Ruhezeit (Médecin assistant)

- 06.04.2024 bis 07.04.2024 Arbeitszeit von 07:30 bis 01:45
(18:15 Stunden)
- Ruhezeit **5:15 Stunden**
- 07.04.2024 bis 08.04.2024 Arbeitszeit von 07:00 bis 22:45
(15:45 Stunden)



- ❖ Die gesetzliche Tägliche Höchstarbeitszeiten (14 St.) sind einzuhalten.
- ❖ Die Arbeiten sind so zu planen, dass die Ruhezeiten von mindestens 9 Stunden zwingend eingehalten werden.



Centrale à béton, entreprise industrielle (Autorisation du SECO)

La durée maximale de la semaine de travail dans cette entreprise est de 45 heures.

Plusieurs autorisations spéciales du SECO ont été délivrées pour les «Centralistes» les «Equipes Terrain» et les «Contremaîtres», toutes avec des conditions particulières.

Par manque de personnel dans la centrale de commande, les infractions suivantes ont été constatées:



Centrale de commande

Les conditions particulières de l'autorisation du SECO pour un certain nombre de cycles de 7 jours consécutifs au maximum, conformément à l'autorisation du SECO, ne sont pas respectées.

- Du 04.09.2023 au 15.09.2023 12 jours de suite.
- Du 13.11.2023 au 24.11.2023 12 jours de suite.
- Du 07.08.2023 au 20.08.2023 14 jours de suite.
- Du 09.01.2023 au 21.01.2023 13 jours de suite.
- Du 09.10.2023 au 22.10.2023 14 jours de suite.





- Il a été constaté que les pauses ne sont régulièrement pas situées (visibles) dans les documents de saisie des temps de travail et de repos.
- Il a été constaté que les pauses durant les services de 12 heures étaient comptées comme temps de travail, mais n'étaient jamais enregistrées. (Pas possible de quitter la centrale)
- ❖ Selon l'autorisation du SECO, une pause de 2 heures doit être prise, soit : 2 heures ou 2 fois 1 heure, ou 1 heure et 2 fois ½ heure dans chaque équipe de 12 heures.



- ❖ La durée maximale hebdomadaire de 7 jours doit être respectée.
- ❖ Durant les équipes de 12 heures, les pauses doivent être effectivement prises et enregistrées comme telles, conformément à l'autorisation du SECO.
- ❖ Toutes les conditions de l'autorisation du SECO doivent être strictement respectées, tout changement doit faire l'objet d'une autorisation.

Retrait et refus de permis concernant la durée du travail (Article 53 LTr)

1 Lorsque l'employeur ne se conforme pas à un permis concernant la durée du travail, l'autorité peut, après sommation écrite et indépendamment de la procédure selon les art. 51 et 52, lui retirer ce permis, et, si les circonstances le justifient, décider de lui refuser tout permis pendant un temps déterminé.

2 Lorsque l'employeur abuse de /a faculté de prolonger la durée du travail de son propre chef, l'autorité concernée peut la lui retirer pour un temps déterminé.



Réaction du SECO très rapide au vu du procès-verbal de l'ICT

- ❖ Séance sur site avec le SECO, l'ICT et les représentants de la direction.
- ❖ Evaluation et remise à jour sur place de toutes les autorisations du SECO.
- ❖ Délai accordé pour la mise en place des mesures.
- ❖ Volonté de bien faire de l'entreprise (Nouveau personnel en formation)
- ❖ Annonce directe d'un nouveau contrôle de l'ICT début 2026.



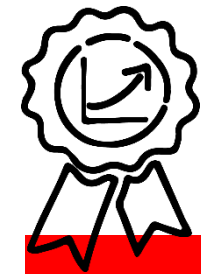


C'est le travail d'équipe qui nous permet d'atteindre les objectifs !





Questions ?



Qualität



KoWiPol

Neues aus der Session

Herbstsession 2025

Daniel Bhend
Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Amt für Wirtschaft | Führungsunterstützung | Wirtschaftspolitik



Behandelte Geschäfte AWI

- M 084-2025 (Plüss-Zürcher, FDP): Berner Wirtschaft stärken bei globalem Gegenwind: Handlungsspielraum des Kantons nutzen

RR: **Annahme** / GR: **Annahme** (137 Ja, 0 Nein, 0 Enthaltungen)

- I 075-2025 (de Quervain, Grüne): Auswirkung der US-amerikanischen Zollpolitik im Kanton Bern



Neue Geschäfte AWI (1/2) (ohne Gewähr auf Vollständigkeit)

- M 228-2025 (Grosjean, GLP): Ein attraktiver Stiftungsstandort entlastet die öffentlichen Finanzen
- M 255-2025 (Schneider, SVP): Ausweitung weiterer Tourismusorte untersuchen
- Motion 273-2025 (Studer, SP): Wirtschaftlich tragbare Wohnungen für die Bevölkerung erhalten und fördern



Neue Geschäfte AWI (2/2) (ohne Gewähr auf Vollständigkeit)

- I 188-2025 (Reinhard, FDP): Modernisierung und Vereinfachung der Verordnung über das Mass- und Gewichtswesen (MGV)
- I 198-2025 (Ruch, Grüne): Konflikt bei der Wander AG – Gefahr für den Wirtschaftsstandort Bern?
- I 199-2025 (Daphinoff, Die Mitte): Unvollendeter Versuch: Offene Fragen zum Ladenöffnungszeiten-Pilotversuch in der Berner Altstadt



Neue Geschäfte anderer DIR (ohne Gewähr auf Vollständigkeit)

- M 215-2025 (FDP): Modernisierung touristischer Infrastrukturen erleichtern – Verfahren vereinfachen (Tourismusstrategie) [FF: DIJ]
- M 221-2025 (Hess, FDP): Bauen statt blockieren: ISOS sachgerecht anwenden [FF: DIJ]
- M 234-2025 (von Arx, GLP): Raus aus der Altstadt zum Zweiten [FF: BVD]



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft
engagiert, kompetent, verlässlich

Fragen?



Engagement



Networking-Pause



KoWiPol

Pilot Ladenöffnungszeiten Berner Altstadt

Thomas Kräuchi
Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Amt für Wirtschaft | Arbeitsbedingungen



Versuchsverordnung über die Ladenöffnungszeiten im Perimeter Innere Stadt Bern



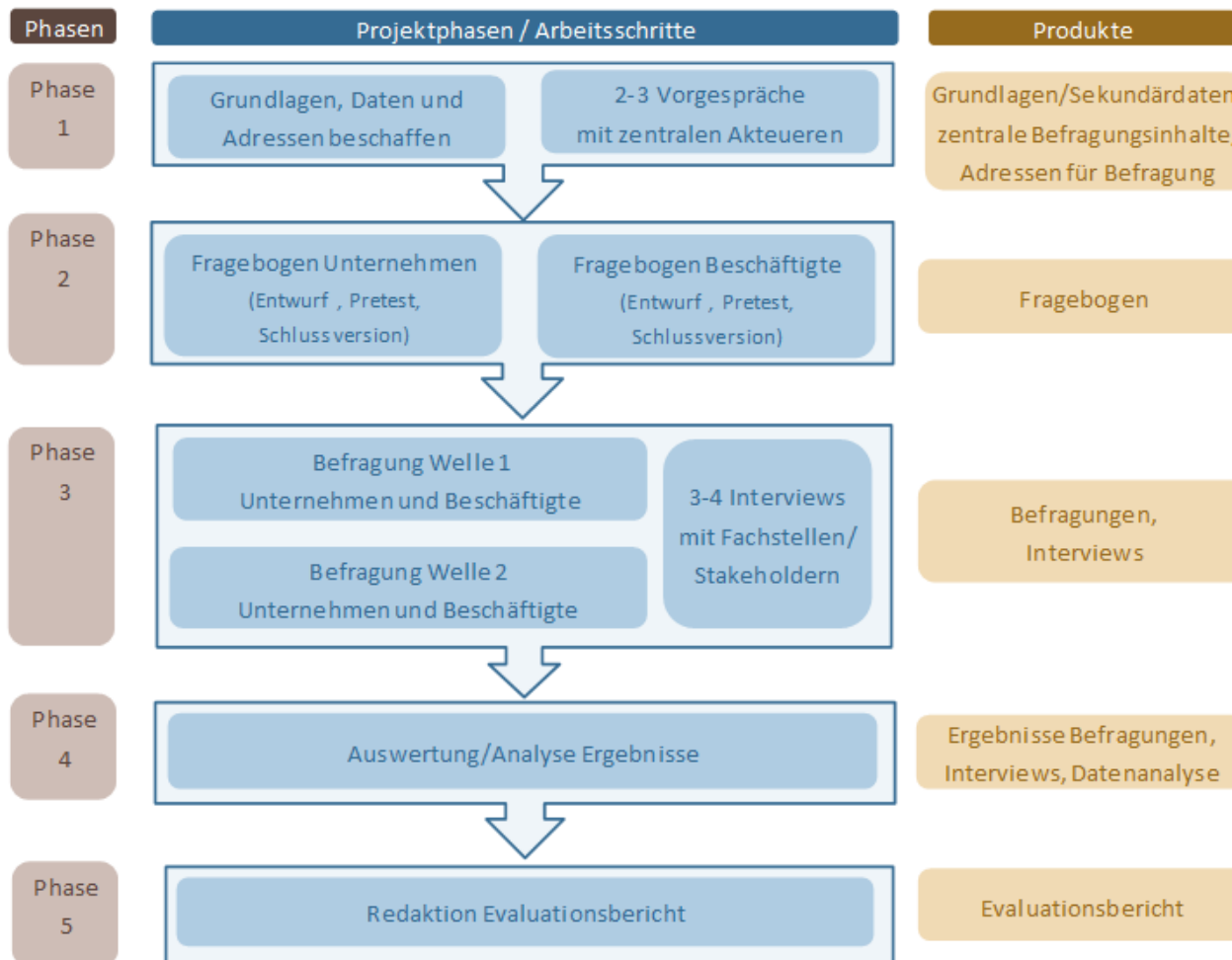


Ausgangslage

- geändertes Einkaufsverhalten der Bevölkerung (Onlinehandel, Einkaufszeiten, Einkaufserlebnis)
- Spannungsfeld zwischen Liberalisierung von Ladenöffnungszeiten und Schutz der im Detailhandel beschäftigten Personen
- Antrag HIV des Kantons Bern (Sektion Bern), Innenstadtvereinigung BernCity und KFMV Bern an AWI auf versuchsweise befristete Anpassung der Ladenöffnungszeiten
- Versuchsverordnung des Regierungsrats vom 25. Oktober 2023 nach Konsultation der Sozialpartner, befristet vom 01.12.2023 bis zum 31.12.2025
- versuchsweise Anpassung der Ladungsöffnungszeiten in der Berner Innenstadt an Samstagen und vor Feiertagen: verlängert bis 18 Uhr (bisher 17 Uhr) und Verkürzung Abendverkauf um eine Stunde



Vorgehen





Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft⁸³
engagiert, kompetent, verlässlich

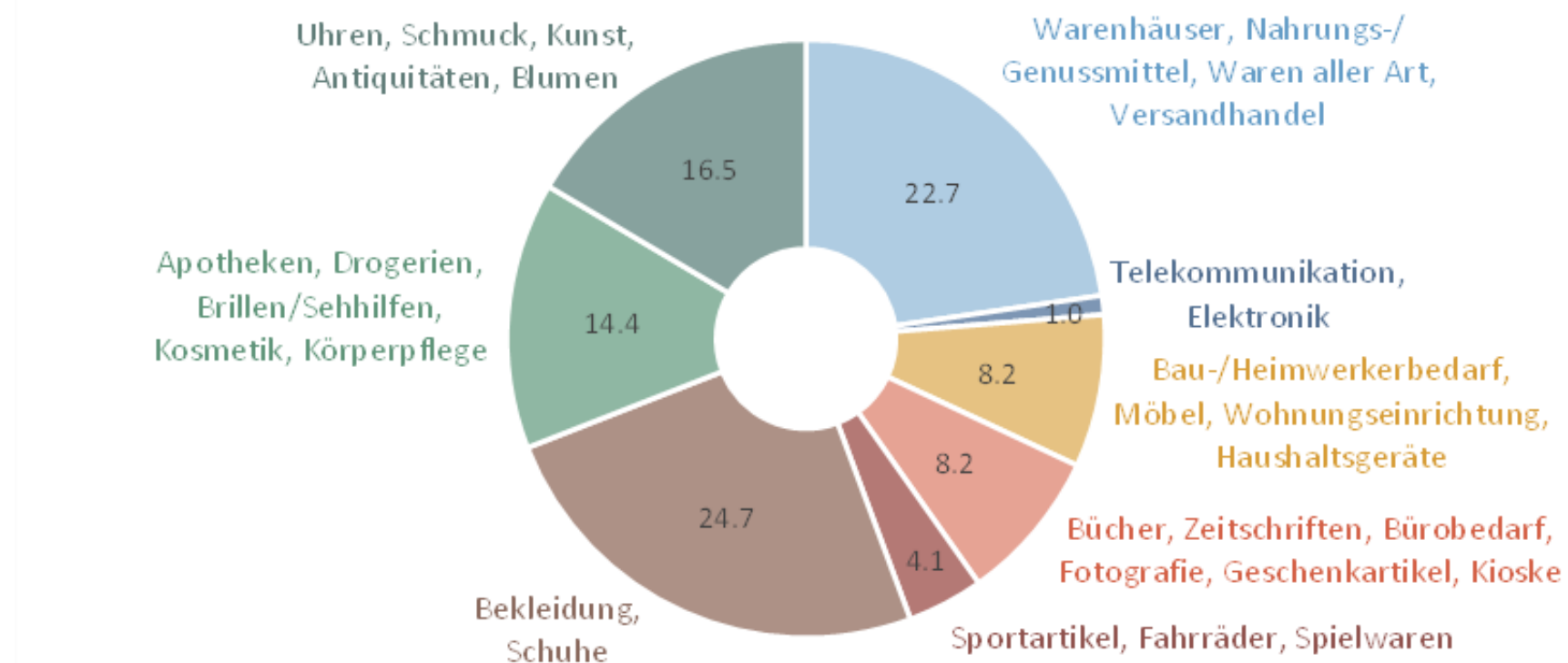
Perimeter





Arbeitsstätten nach Detailhandelsbereiche in %

Anteile in %



n = 485 Arbeitsstätten



Versand und Rücklauf

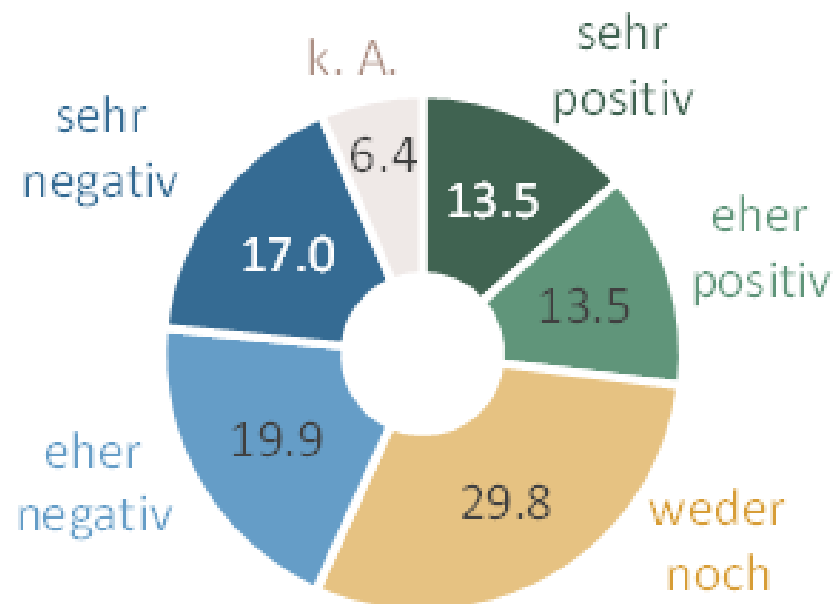
- Eingang von 141 Fragebogen von Unternehmen zwischen Mitte November 2024 und Mitte Januar 2025 (= 35 % der angeschriebenen Unternehmen bzw. rund 32 % aller Arbeitsstätten des Detailhandels in der Innenstadt Bern (ohne Bahnhof))
- Eingang von 635 Fragebogen von Beschäftigten (= 15 % aller in der Innenstadt im Detailhandel Beschäftigten)
- Beteiligung an der Umfrage hoch und verlässliche Aussagen möglich



Ergebnisse Befragung Samstag

Unternehmen

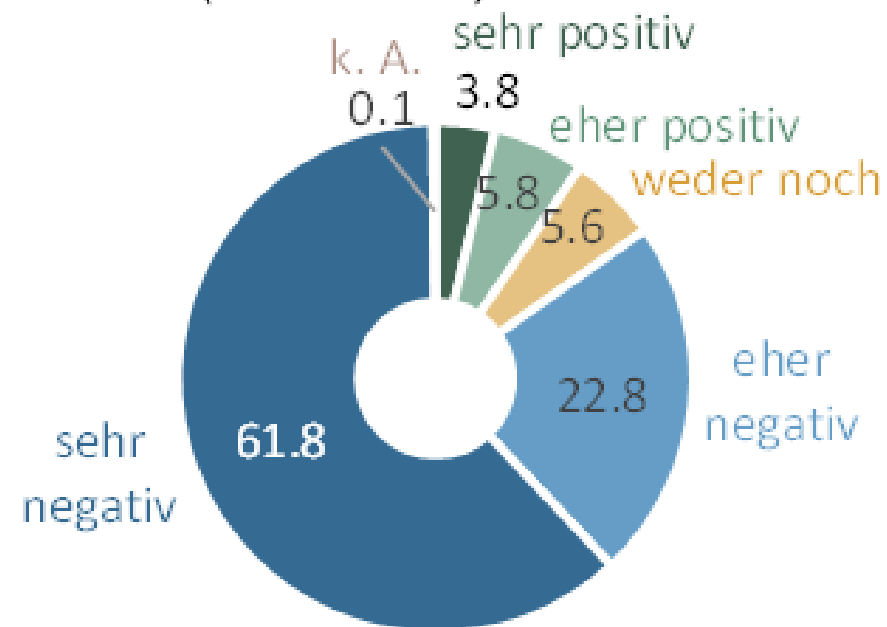
Beurteilung Öffnungszeiten Samstag
bis 18 Uhr (statt 17 Uhr)



n = 141

Beschäftigte

Beurteilung Öffnungszeiten Samstag
bis 18 Uhr (statt 17 Uhr)



n = 692

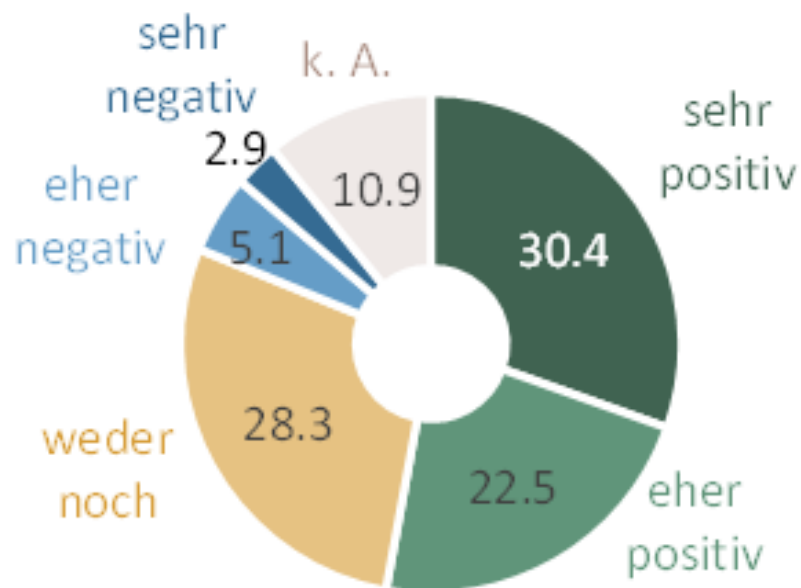
Anteile in %



Ergebnisse Befragung Donnerstagabend

Unternehmen

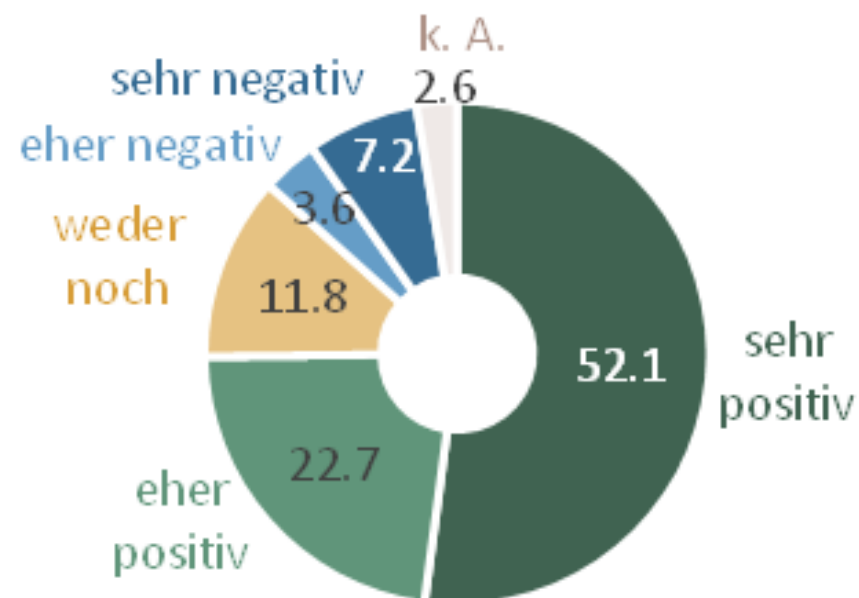
Beurteilung Öffnungszeiten Donnerstag
bis 20 Uhr (statt 21 Uhr)



n = 138

Beschäftigte

Beurteilung Öffnungszeiten Donnerstag
bis 20 Uhr (statt 21 Uhr)



n = 695

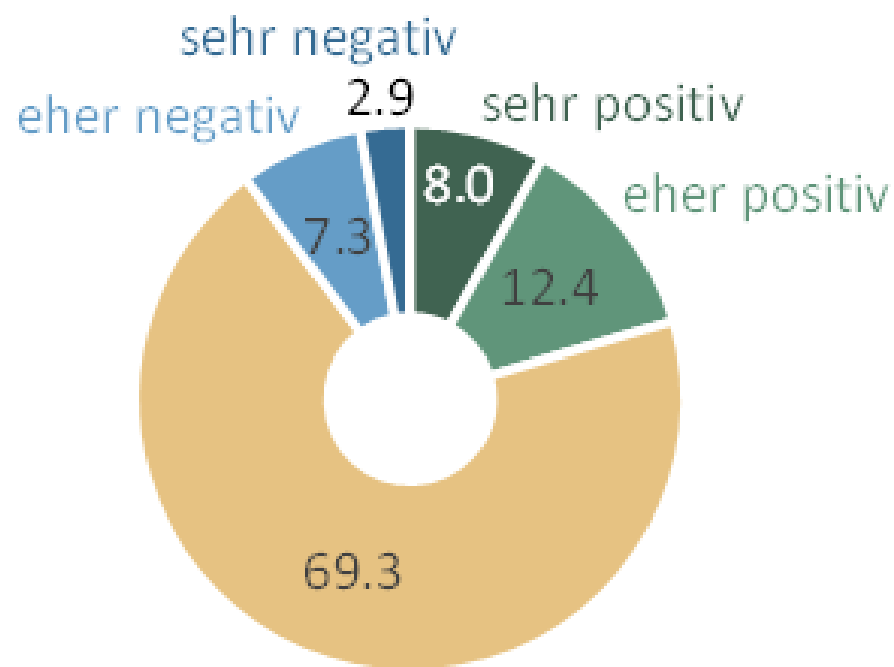
Anteile in %



Ergebnisse Befragung Umsatz

Unternehmen

Auswirkung auf Umsatz



n = 137

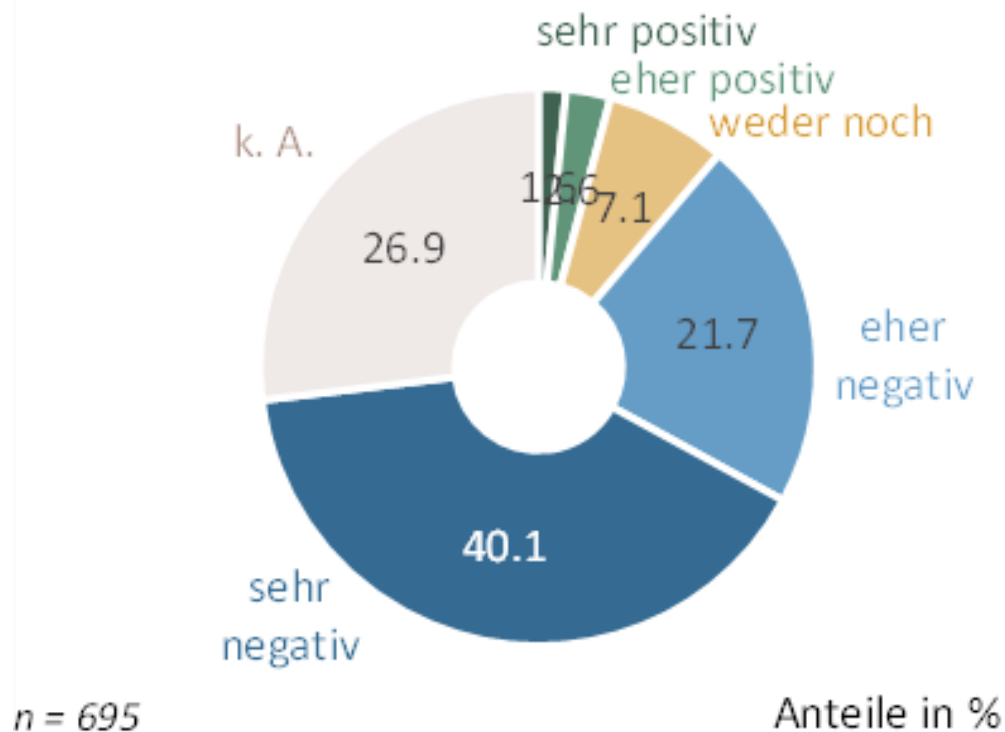
weder noch

Anteile in %



Befragung Mitarbeitende Privatleben

Auswirkung neue Öffnungszeiten auf Privatleben?





Kanton Bern
Canton de Berne

Entscheid Regierungsrat



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft⁰¹
engagiert, kompetent, verlässlich

Regierungsratsbeschluss

RRB Nr.: 867/2025
Datum RR-Sitzung: 27. August 2025
Direktion: Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Geschäftsnummer: 2023.WEU.2968
Klassifizierung: Nicht klassifiziert

Evaluation der Versuchsverordnung über die Ladenöffnungszeiten (Ladeöffnungszeiten VV) im Perimeter Innere Stadt Bern

Aufgrund des Antrags der Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion wird beschlossen:

1. Der Bericht von IC Infraconsult AG betreffend «Evaluation Versuchsverordnung über die Ladenöffnungszeiten im Perimeter Innere Stadt Bern» vom 14. Juli 2025 wird zur Kenntnis genommen.
2. Der Regierungsrat verzichtet darauf, dem Grossen Rat eine Revision des Gesetzes über Handel und Gewerbe (HGG; BSG 930.1) zu beantragen.

Im Namen des Regierungsrates



Christoph Auer
Staatsschreiber



Epilog

Parlamentarischer Vorstoss

Antwort des Regierungsrates

Vorstoss-Nr.: 199-2025
Vorstossart: Interpellation
Richtlinienmotion: ☐
Geschäftsnummer: 2025.GRPARL.464

Eingereicht am: 01.09.2025

Fraktionsvorstoss: Nein
Vorstoss Ratsorgan: Nein
Eingereicht von: Daphinoff (Bern, Die Mitte) (Sprecher/in)

Weitere Unterschriften: 3

Dringlichkeit verlangt: Ja
Dringlichkeit gewährt: Ja 04.09.2025

RRB-Nr.: vom
Direktion: Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Klassifizierung: Nicht klassifiziert

Unvollendeter Versuch: Offene Fragen zum Ladenöffnungszeit-Pilotversuch in der Berner Altstadt

Mit dem Pilotprojekt zu flexiblen Ladenöffnungszeiten in der Berner Innenstadt sollte erprobt werden, ob erweiterte Öffnungszeiten die Attraktivität der Innenstadt stärken und den Detailhandel beleben können. Der Versuch wurde als wichtiges Element positioniert, um anhaltenden



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft⁰³
engagiert, kompetent, verlässlich



Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit!



Kanton Bern
Canton de Berne

Amt für Wirtschaft
engagiert, kompetent, verlässlich

Fragen?



Verantwortung



KoWiPol

Ausblick 2025

Termine KoWiPol 2025 (jeweils Montag):

- 15. Dezember 2025